



Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction D - Projets immobiliers
L - 2929 LUXEMBOURG

APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

**CONTRAT-CADRE EN ENTREPRISE GÉNÉRALE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE
CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION OU D'AMÉNAGEMENT DANS LES BÂTIMENTS DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

CONDITIONS POUR SOUMETTRE UNE OFFRE

I. CONDITIONS GÉNÉRALES DE PARTICIPATION À L'APPEL D'OFFRES

1. La remise d'une offre vaut acceptation par le soumissionnaire des conditions stipulées dans les documents du présent appel d'offres, à savoir :
 - le cahier des charges ;
 - le projet de contrat-cadre ;
 - le projet de contrat spécifique ;

En cas de contradiction entre eux, chaque document prévaut sur les autres dans l'ordre indiqué dans les dispositions finales du projet de contrat-cadre.

2. La soumission d'une offre entraîne la renonciation du soumissionnaire à ses propres conditions de vente ou de travaux. La soumission d'une offre lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat, s'il en devient l'attributaire.
3. Le soumissionnaire doit, avant de soumettre son offre, prendre toutes les mesures nécessaires afin d'évaluer l'étendue et la qualité de l'objet de l'appel d'offres ainsi que les difficultés éventuelles. En soumettant une offre, le soumissionnaire reconnaît avoir une connaissance des risques et des aléas liés à l'exécution du marché.
4. La période de validité de l'offre, durant laquelle le soumissionnaire est tenu de maintenir toutes les conditions de son offre, est de 180 jours à compter de la date limite de soumission des offres.
5. Le cahier des charges relatif au marché, le projet de contrat-cadre et le projet de contrat spécifique sont joints à la présente invitation à soumissionner. Le cahier des charges énumère tous les documents à joindre à l'offre, y compris les pièces justificatives sur la capacité économique, financière, technique et professionnelle.
6. La présente invitation à soumissionner ne constitue aucun engagement de la part du Parlement européen. Celui-ci ne prend naissance qu'à la signature du contrat avec l'attributaire du marché. De même, la remise d'une offre ne donne aucun droit à l'attribution du marché ou partie de celui-ci. Le Parlement européen peut, jusqu'à la signature du contrat, soit renoncer au marché, soit annuler la procédure de passation du marché sans que les candidats ou les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation pour tout frais exposé, y compris les éventuels frais de déplacement. Le cas échéant, cette décision serait motivée et portée à la connaissance des soumissionnaires.
7. Les soumissionnaires potentiels seront informés par écrit et par courrier électronique de la suite réservée à leur offre. La soumission d'une offre entraîne, pour le soumissionnaire, l'acceptation de la réception, par voie électronique, de la notification du résultat de la procédure
8. Les dépenses encourues dans le cadre de la préparation et de la présentation des offres sont imputables aux soumissionnaires et ne peuvent faire l'objet d'un remboursement.
9. Les offres resteront la propriété du Parlement européen.
10. Le suivi de la réponse à l'invitation à soumissionner impliquera l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse, CV). Ces données seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires pour l'évaluation de l'offre, conformément aux spécifications de l'invitation à soumissionner, et seront traitées uniquement par la Direction D - Projets immobiliers à cette fin. Sur demande, le soumissionnaire peut obtenir la communication de ses données à caractère personnel et peut rectifier toute donnée personnelle inexacte ou incomplète. Pour toute question concernant le traitement des données personnelles, le soumissionnaire peut s'adresser à la Direction D - Projets immobiliers. Il a le droit de saisir à

tout moment le contrôleur européen de la protection des données en ce qui concerne le traitement de ses données à caractère personnel.

II. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires qui souhaitent obtenir des informations complémentaires sur les documents d'appel d'offres doivent poser leurs questions par écrit, avant la date limite de réception des questions mentionnée au point 3 ci-dessous via le site-web suivant :

<https://etendering.ted.europa.eu>

Référence de la présente procédure :

APPEL D'OFFRES N° 06D30-2018-M003

Le pouvoir adjudicateur ne donnera pas suite aux questions orales, aux demandes transmises au-delà de la date limite ou aux demandes incorrectement libellées ou adressées.

Les questions reçues et les réponses correspondantes seront transmises via le même outil, accessible à tous les soumissionnaires avant la date limite mentionnée au point 3 ci-dessous.

III. CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE L'APPEL D'OFFRES

- | | |
|--|-------------------|
| • Date de <u>visite des lieux obligatoire</u> : | 23/08/2018 |
| • Date limite de réception (via le site web) des questions : | 30/08/2018 |
| • Date limite de publication des réponses : | 05/09/2018 |
| • Date d'expiration du délai pour la présentation des offres : | 18/09/2018 |
| • Date et heure d'ouverture des offres : | 25/09/2018 |
| • Date probable d'attribution du marché : | 11-12/2018 |

IV. VISITE DES LIEUX

Une visite des lieux obligatoire **A PEINE D'IRRECEVABILITE DE L'OFFRE** aura lieu le 23/08/2018 à 10h00 :

Tout opérateur économique s'étant procuré par envoi direct du Parlement européen, ou par d'autres moyens, les documents d'appel à la concurrence concernant ce marché sera autorisé à participer à la visite des lieux.

La participation d'au moins un représentant par soumissionnaire à cette visite est obligatoire sous peine d'irrecevabilité de l'offre.

Les modalités de participation à la visite des lieux sont les suivantes :

- **Au plus tard deux jours ouvrables** avant la date fixée pour la visite des lieux, vous devez communiquer au Parlement européen, par mail à l'adresse INLO.AO.DIR.D@ep.europa.eu, les renseignements suivants :
 - o Raison sociale de votre société ;
 - o Adresse e-mail de votre société ;

o Nom, fonction, numéro de carte d'identité et date de naissance des participants à la visite (deux représentants au maximum par société peuvent participer).

Nous vous rappelons que les **accès** aux bâtiments du Parlement européen sont strictement réglementés et **obligatoirement soumis à la délivrance préalable d'une autorisation**.

Dès lors **faute de communication des renseignements ci-avant demandés dans le délai fixé**, les services en charge de la conduite de la présente procédure d'appel d'offres ne seront pas en mesure d'obtenir les autorisations nécessaires à l'accès de vos représentants, ce qui entraînera **une interdiction d'accès** pour ces derniers.

- Le point de rendez-vous est fixé à l'entrée firme du bâtiment LOW à Strasbourg, Allée du Printemps, F67070 Strasbourg.

- **Le jour de la visite, veillez à ce que vos représentants respectent l'heure du rendez-vous.** Soyez informés qu'au début de la visite chaque représentant se voit remettre un badge d'accès provisoire aux bâtiments du Parlement européen concernés par la visite et devra signer une liste d'émargement attestant sa présence. Dès lors tout retard empêchera cette remise et cette signature et sera susceptible de vous écarter de la participation à la visite des lieux.

Le Parlement européen établira un procès-verbal à l'issue de la visite des lieux, lequel sera publié sur le site www.etendering.ted.europa.eu, à la date fixée au paragraphe III pour la réponse aux questions reçues.

Les opérateurs économiques sont invités, à l'occasion de la visite des lieux, à poser les questions qu'ils estiment pertinentes et utiles à l'établissement d'une offre. La langue de la visite sera le français.

Les éventuels frais de déplacement liés à la visite des lieux seront à charge de l'opérateur économique et ne peuvent faire l'objet d'un remboursement par le Parlement européen.

Les offres soumises par les opérateurs économiques n'ayant pas assisté à la visite des lieux obligatoire seront déclarées non conformes.

V. CONTENU ET PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres ne peuvent être formulées que par écrit, dans une des langues officielles de l'Union européenne.

Il est toutefois précisé que la langue de travail sera le français.

Votre offre doit se composer d'un **original daté et signé** en format papier du cahier d'engagement avec les annexes obligatoires qui y sont énumérées, le reste de la documentation exigée dans le cahier des charges étant à présenter sur CD/DVD, accompagné de sa copie électronique également sur CD/DVD.

L'offre doit:

- être rédigée sur papier à en-tête du soumissionnaire ;
- être signée par le soumissionnaire ou son mandataire dûment habilité ;
- être soumise pour la totalité du marché ;
- être libellée en euros ;
- être accompagnée du "cahier d'engagement" signé en en conservant le format ;

L'administration du Parlement européen demandera au soumissionnaire de compléter toute offre incomplète ou illisible, ou ne respectant pas le format demandé.

Sur le site <https://etendering.ted.europa.eu>, à la page relative à la présente procédure et à l'onglet « bibliothèque de documents », vous devrez télécharger le fichier zip dénommé « Offre - Dossier électronique ».

Ce fichier contient un répertoire et des sous-répertoires reprenant les intitulés des intercalaires visés ci-après, dans lesquels vous devrez enregistrer les documents demandés en format électronique.

La première partie de l'offre s'intitulera :

«I – Partie Administrative»

et sera composée des intercalaires suivants :

L'ordre ainsi que la numérotation des intercalaires devront impérativement être respectés.

➤ **L'intercalaire 1 intitulé «Statuts - Groupements» comprendra :**

- Les statuts de la société mandatée ou de chaque société s'il s'agit d'un groupement d'opérateurs économiques, ainsi que le siège social, la structure du capital, son actionnariat et ses participations, la composition de son conseil d'administration ou tout autre document officiel reflétant le statut juridique de l'opérateur économique.
- Si l'offre est soumise par un groupement d'opérateurs économiques, la fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques fournie à l'annexe III du cahier des charges, dûment complétée, datée et signée.

➤ **L'intercalaire 2 intitulé «Justificatifs concernant les critères d'exclusion» comprendra :**

- L'ensemble des documents visés par le point 13 du cahier des charges (Évaluation des critères d'exclusion.)

Pour le cas où le soumissionnaire entendrait faire appel à la sous-traitance, l'ensemble des pièces visées ci-dessus devra impérativement être également communiqué pour l'ensemble des sous-traitants.

➤ **L'intercalaire 3 intitulé «Justificatifs concernant les critères de sélection» comprendra :**

- L'ensemble des documents établissant que le soumissionnaire satisfait aux critères de sélection relatifs à sa capacité économique et financière, tels que définis au point 14.2 (Capacité économique et financière) du cahier des charges.
- L'ensemble des documents établissant que le soumissionnaire satisfait aux critères de sélection relatifs à sa capacité technique et professionnelle, tels que définis au point 14.3 (Capacité technique et professionnelle) du cahier des charges.

La deuxième partie de l'offre s'intitulera :

«II – Partie technique»

et sera composée des intercalaires suivants :

L'ordre ainsi que la numérotation des intercalaires devront impérativement être respectés.

➤ **L'intercalaire 1 intitulé « Documentation technique » comprendra :**

- L'ensemble des documents relatifs aux aspects techniques de l'offre que le soumissionnaire estimera opportun de produire.

La troisième partie du dossier s'intitulera :

«III – Partie financière»

et sera composée d'un intercalaire unique comprenant une copie scannée du cahier d'engagement, daté, paraphé et signé.

L'ordre ainsi que la numérotation des intercalaires doivent être respectés.

VI. DÉLAIS ET MODALITÉS DE TRANSMISSION DES OFFRES

1. La date limite de transmission des offres est fixée au **18/09/2018**.
2. La transmission des offres se fait au choix des soumissionnaires :
 - a) soit par la poste envoi recommandé ou équivalent ou par messagerie, postées au plus tard à la **date limite** indiquée ci-dessus, le cachet de la poste ou la date du récépissé de dépôt faisant foi, **à l'adresse mentionnée sur les étiquettes en annexe du cahier des charges**.
 - b) soit par dépôt au service du courrier officiel directement ou par tout représentant du soumissionnaire au plus tard à la **date limite** fixées ci-dessus. Le dépôt de l'offre est établi au moyen d'un reçu daté et signé en double exemplaire du service du courrier officiel du Parlement européen. La date et l'heure indiquées sur le reçu feront foi. Les horaires d'ouverture du service du courrier officiel auprès duquel les offres doivent être déposées sont:

Ouvert du lundi au jeudi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h;

le vendredi de 9 h à 12 h,

fermé le samedi et le dimanche et les jours fériés du Parlement européen.

Le Parlement européen n'est pas en mesure de garantir la réception des offres transmises par quelque moyen que ce soit en dehors des heures d'ouverture du service du courrier officiel indiquées ci-dessus.

Le Parlement européen ne peut être tenu responsable de ne pas avoir communiqué aux soumissionnaires les changements des horaires du service du courrier officiel qui sont intervenus après la publication des documents d'appel à la concurrence. Les soumissionnaires intéressés devront se renseigner de la validité des horaires annoncés avant le dépôt d'une offre en mains propres.

3. Les offres ne respectant pas les délais de transmission indiqués aux points a) et b) ci-dessus seront déclarées non conformes.
4. Afin de préserver la confidentialité et l'intégrité des offres, l'envoi devra être fait sous double enveloppe. Les deux enveloppes seront fermées. Le soumissionnaire est invité à utiliser les étiquettes reprises dans l'annexe IV du cahier des charges afin de faciliter la transmission de son offre auprès du service compétent du Parlement européen.

En fonction de la taille de l'offre, le terme "enveloppe" est à comprendre par extension comme colis, carton, boîte ; les dimensions des emballages correspondront au mieux aux dimensions de leur contenu réel.

Dans tous les cas, et quel que soit le type d'emballage utilisé, les soumissionnaires sont invités à veiller à la qualité des enveloppes ou de l'emballage pour transmettre leur offre, afin d'éviter qu'elles ne parviennent déchirées et ainsi ne garantissent plus ni la confidentialité de leur contenu, ni leur intégrité.

Si des enveloppes autocollantes sont utilisées, elles seront fermées à l'aide de bandes collantes au travers desquelles sera apposée la signature de l'expéditeur. Est considérée comme signature de l'expéditeur soit la signature manuscrite, soit la signature et le cachet de son entreprise.

Toute offre n'ayant pas pu préserver la confidentialité de son contenu avant l'ouverture commune des offres sera rejetée d'office.

L'enveloppe extérieure portera également le nom ou la raison sociale du soumissionnaire ainsi que l'adresse précise où celui-ci pourra être informé de la suite donnée à son offre.

VII. OUVERTURE DES OFFRES

La date et l'heure d'ouverture des offres sont fixées au 25/09/2018 à 09.30.

L'ouverture aura lieu au bâtiment **Wilfried Martens (WIM), Rue Belliard 80 à Bruxelles.**

Les soumissionnaires désirant participer à l'ouverture des offres sont priés, sous peine de se voir refuser de plein droit l'accès à l'ouverture des offres, de se faire connaître, au plus tard deux jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres, par courrier électronique INLO.AO.DIR.D@europarl.europa.eu, en limitant leur représentation à une personne. Ils sont priés de communiquer le nom de la société et le nom, la fonction, le numéro de carte d'identité et la date de naissance de leur représentant, qui doit se munir d'une pièce d'identité en cours de validité.

Les soumissionnaires qui ne se seront pas fait connaître se verront refuser l'accès à l'ouverture des offres. Les noms des personnes participant à l'ouverture des offres devront être indiqués dans la communication susmentionnée.

VIII. COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Le Parlement européen informera simultanément et individuellement chaque soumissionnaire écarté, par lettre et par courrier électronique que son offre n'a pas été retenue. Le Parlement indiquera dans chaque cas les motifs du rejet de l'offre ainsi que les voies de recours disponibles.

Le Parlement européen communiquera, simultanément aux notifications des rejets, la décision d'attribution à l'attributaire en précisant que celle-ci ne constitue pas un engagement de la part de l'institution. Le contrat ne pourra être signé avant une période de 10 jours calendrier à compter du lendemain de la date de notification simultanée des décisions de rejet et d'attribution. Ce délai est réduit à 10 jours si un système électronique est utilisé pour adresser les notifications précitées. En tout état de cause, la décision d'attribution ne sera définitive que lorsque le soumissionnaire retenu aura présenté toutes les preuves requises concernant les critères d'exclusion mentionnés au point 13 du cahier des charges et que celles-ci auront été acceptées par le Parlement européen. Une telle acceptation sera toujours communiquée par écrit, et permettra au soumissionnaire retenu de signer le contrat si le délai de 14 jours calendrier s'est écoulé.

Tout contrat signé avant l'échéance de la période de 10 jours calendrier est nul et non-avenu.

Tout soumissionnaire évincé peut obtenir des informations complémentaires sur les motifs du rejet de son offre, sur demande écrite, par lettre ou par courrier électronique. Seuls les soumissionnaires ayant fait une offre recevable pourront demander les caractéristiques et avantages relatifs de l'offre retenue ainsi que le nom de l'attributaire. Sont jugées recevables les offres des soumissionnaires qui ne sont pas exclus et qui satisfont aux critères de sélection. Toutefois, la communication de certains éléments peut être omise dans le cas où elle ferait obstacle à l'application des lois, serait contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre celles-ci.

IX. SUSPENSION DE LA PROCÉDURE

Si nécessaire, après la communication des résultats et avant la signature du contrat, le Parlement européen pourra suspendre la signature du contrat pour examen complémentaire dans le cas où les demandes ou commentaires formulés par des soumissionnaires écartés ou lésés, ou toute

autre information pertinente reçue, le justifient. Les demandes, commentaires ou informations en question doivent être reçus pendant la période de 14 jours calendrier à compter du lendemain de la date de notification simultanée des décisions de rejet et d'attribution ou, le cas échéant, la publication d'un avis d'attribution de marché. Dans le cas d'une suspension, tous les soumissionnaires sont informés dans les trois jours ouvrables suivant la décision de suspension.

Suite aux examens complémentaires découlant de la suspension de la procédure, le Parlement européen pourra confirmer sa décision d'attribution, la modifier ou, le cas échéant, annuler la procédure. Toute nouvelle décision sera motivée et portée à la connaissance, par écrit, de tous les soumissionnaires en lice.